

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 september 2017;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen op 22 mei 2017;

Gelet op het advies 62.222 van de Raad van State, gegeven op 25 oktober 2017, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 juli 1973;

Overwegende dat de komst van de wolf op het grondgebied van het Waalse Gewest op elk moment kan gebeuren vanuit de verspreiding van individuen uit Duitsland of Frankrijk;

Overwegende dat het om een soort gaat bedoeld bij Richtlijn 92/43/EEG van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde fauna en flora, vertegenwoordigd door een klein aantal individuen in West-Europa en dat de voorwaarden moeten worden vervuld om de instandhouding ervan te bevorderen alsook de aanvaarding ervan door de bevolking;

Overwegende dat de individuen die zich aan het vestigen zijn, schade zouden kunnen berokkenen aan fokkerijen en dat deze kosten, boven licht aanvaardbare schade, niet aan de burgers moeten worden aangerekend en dat de schade veroorzaakt door de wolf moeten worden vergoed mits naleving van de voorwaarden bepaald bij het wettelijke kader;

Op de voordracht van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 1998 betreffende de vergoeding voor schade die door sommige beschermde diersoorten wordt aangericht, worden de woorden « de wolf (*Canis lupus*), » ingevoegd tussen de woorden « de Europese bever (*Castor fiber*), » en de woorden « de blauwe reiger (*Ardea cinerea*) ».

Art. 2. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 november 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205912]

9 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la décision M(2007)3 du 8 mars 2007 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux abrogeant et remplaçant les décisions M(83)3 du 25 avril 1983 et M(99)10 du 25 octobre 1999 concernant la reconnaissance réciproque des examens de chasse;

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 14, § 2, alinéa 3, remplacé par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne;

Vu la concertation des Etats du Benelux en date du 22 août 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 septembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 septembre 2017;

Vu le rapport du 18 septembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 62.216/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 14 novembre 2016;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Tout candidat présentant l'épreuve pratique dispose d'une attestation valide de réussite à l'épreuve théorique organisée en Région wallonne. ».

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « l'examen » sont chaque fois remplacés par les mots « la première session de l'examen théorique ».

Art. 3. L'article 5 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 décembre 1998 et 10 mars 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Le candidat sollicite son inscription à l'examen auprès de l'administration compétente avant le 15 janvier de l'année correspondante par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi, au moyen du formulaire disponible :

1° sur simple demande adressée à l'administration compétente;

2° sur le site internet de l'administration compétente.

Les candidats régulièrement inscrits sont convoqués au plus tard dix jours avant l'épreuve qu'ils présentent.

Toute personne en possession d'un certificat valide de réussite à l'examen de chasse ne peut plus s'inscrire à cet examen.

Toute personne en possession d'une attestation valide de réussite à l'épreuve théorique peut uniquement s'inscrire à l'épreuve pratique. ».

Un candidat ayant échoué trois années consécutives à une épreuve ne peut s'inscrire à nouveau à celle-ci qu'à partir de la deuxième année suivant ce troisième échec. ».

Art. 4. Dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^e tiret, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2017, les mots « , choisis sur une liste de quatre candidats présentés par le pôle « Ruralité », section « Chasse » » sont abrogés.

Art. 5. A l'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2004 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, à l'alinéa 3, les mots « quinze jours après la date » sont remplacés par les mots « trois jours après la date de chacune des sessions »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 4 est abrogé;

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 6. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. § 1^{er}. L'épreuve théorique se compose de trois branches et comporte au total soixante questions valant chacune un point, selon la répartition suivante :

1° branche I : connaissance de la réglementation sur la chasse et la conservation de la nature : 15 points;

2° branche II : connaissance des espèces gibier et de la gestion de leurs populations, des dégâts causés par le gibier à l'agriculture et la sylviculture, des oiseaux et mammifères sauvages, des chiens de chasse, de l'aménagement et de la gestion des territoires de chasse en relation avec la biologie du gibier : 30 points;

3° branche III : connaissance des armes de chasse, des munitions, de la sécurité et de l'éthique de la chasse : 15 points.

Le programme de l'épreuve théorique par branche est repris à l'annexe II du présent arrêté.

§ 2. Pour chaque branche, les questions posées peuvent s'appuyer sur des photos, des schémas ou des illustrations. La branche II en comprend au moins dix.

§ 3. L'administration compétente établit chaque année et détient seule la liste des questions.

§ 4. Deux sessions de l'épreuve théorique sont organisées chaque année civile.

Seuls les candidats régulièrement inscrits, qui sont absents à la première session ou qui échouent lors de celle-ci ou qui ont atteint l'âge de seize ans à la date de la seconde session, peuvent participer à la seconde session.

La seconde session est organisée au plus tard dans les trois semaines qui suivent la première session. ».

Art. 7. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « chacune des deux sessions de » sont insérés entre les mots « Aux jour et heure fixés pour » et les mots « l'épreuve théorique »;

2° à l'alinéa 2, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux ».

Art. 8. L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Pour réussir l'épreuve théorique :

1° le candidat obtient au moins 60 % des points dans chacune des branches I et II, ainsi que 70 % dans la branche III;

2° son résultat global atteint au moins 66 % des points.

Une bonne réponse rapporte un point. Une mauvaise réponse ou l'absence de réponse n'est pas sanctionnée. ».

Art. 9. L'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Chaque sous-épreuve pratique est composée d'une session principale et d'une session de rattrapage. Seuls les candidats en échec lors de la session principale peuvent participer à la session de rattrapage organisée la même année. ».

Art. 10. L'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. § 1^{er}. L'administration compétente organise l'épreuve pratique.

L'administration compétente invite pour chaque jour du déroulement de l'épreuve pratique au moins huit observateurs lors de la première sous-épreuve et au moins quatre observateurs lors de la deuxième sous-épreuve, parmi les listes proposées par les associations de chasseurs représentés au sein du pôle « Ruralité », section « Chasse ».

§ 2. Les observateurs ne sont pas rétribués.

Toutefois, leurs frais de parcours et de séjour exposés dans l'exercice de leur mandat sont remboursés selon les règles et barèmes en vigueur pour le personnel du Service public de Wallonie. ».

Art. 11. L'article 18 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2004, est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le candidat qui échoue à la première ou à la seconde sous-épreuve pratique est invité à représenter la matière en échec le jour et à l'heure fixés pour la session de rattrapage. Pour la seconde sous-épreuve, il représente uniquement la série de tirs pour laquelle il n'a pas obtenu la moitié des points. ».

Art. 12. Dans l'annexe II du même arrêté, épreuve théorique, branche II, le 2^e tiret est remplacé par ce qui suit :

« Reconnaissance des mammifères et oiseaux protégés ou non indigènes et envahissants, qui vivent naturellement à l'état sauvage en Région wallonne. ».

Art. 13. Dans l'annexe II du même arrêté, épreuve pratique, la matière II est remplacée par ce qui suit :

« Matière II : Manipulation des armes en action de chasse.

L'épreuve consiste à évaluer la capacité du candidat à manipuler une arme de chasse dans les conditions de sécurité optimales et à juger son comportement par rapport aux personnes et aux biens.

Le règlement d'ordre technique détermine les parcours de chasse simulant un mode ou un procédé de chasse, sur lesquels les candidats sont testés, ainsi que les modalités particulières du déroulement de ces parcours.

Éléments-clés : franchissement d'obstacles, évaluation de distance, localisation de dangers, réaction sur gibier, simulation de tir sur plateaux d'argile et sur silhouettes. ».

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 2017.

Art. 15. Le Ministre qui a la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 novembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205912]

9. NOVEMBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Beschlusses M(2007)3 des Ministerausschusses der Benelux-Wirtschaftsunion vom 8. März 2007 zur Aufhebung und Ersetzung der Beschlüsse M(83)3 vom 25. April 1983 und M(99)10 vom 25. Oktober 1999 über die gegenseitige Anerkennung der Jagdprüfungen;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 14 § 2 Absatz 3, ersetzt durch das Dekret vom 14. Juli 1994;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region;

Aufgrund der Konzertierung der Benelux-Staaten vom 22. August 2017;

Aufgrund der am 5. September 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 28. September 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. September 2017;

Aufgrund des am 25. Oktober 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 62.216/4 des Staatsrats;

In Erwägung des am 14. November 2016 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen hohen Rates für das Jagdwesen ("Conseil supérieur wallon de la chasse");

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region wird Paragraph 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

" § 2. Jeder Kandidat, der die praktische Prüfung ablegt, verfügt über eine gültige Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der in der Wallonischen Region organisierten theoretischen Prüfung."

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "an der Jagdprüfung" durch die Wortfolge "an der ersten Prüfungssitzung der theoretischen Jagdprüfung" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 und vom 10. März 2005, wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 5 - Der Kandidat beantragt vor dem 15. Januar des betreffenden Jahres durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, bei der zuständigen Behörde seine Anmeldung zur Prüfung anhand des Formulars, das verfügbar ist:

1° auf einfachen Antrag bei der zuständigen Behörde;

2° auf der Website der zuständigen Behörde.

Die ordnungsgemäß angemeldeten Kandidaten werden spätestens zehn Tage vor dem Tag der Prüfung, an der sie teilnehmen, vorgeladen.

Eine Person, die im Besitz einer gültigen Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Jagdprüfung ist, darf sich nicht erneut zur Prüfung anmelden.

Eine Person, die im Besitz einer gültigen Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der theoretischen Prüfung ist, darf sich ausschließlich zur praktischen Prüfung anmelden.“

Ein Kandidat, der im Laufe von drei aufeinanderfolgenden Jahren eine Prüfung nicht bestanden hat, darf sich erst ab dem zweiten Jahr nach diesem dritten Misserfolg wieder anmelden.“

Art. 4 - In Artikel 8 § 1 Absatz 1 Gedankenstrich 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2017, wird die Wortfolge "die aus einer Liste von vier Kandidaten, die vom Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Jagdwesen" vorgeschlagen werden, ausgewählt werden" aufgehoben.

Art. 5 - Artikel 10 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 2004 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 3 wird die Wortfolge "fünfzehn Tage nach dem Datum" durch die Wortfolge "drei Tage nach dem Datum jeder der Prüfungssitzungen" ersetzt;

2° in Paragraf 1 wird Absatz 4 aufgehoben;

3° in Paragraf 3 wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 6 - Artikel 12 desselben Erlasses wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 12 - § 1. Die theoretische Prüfung besteht aus drei Fachbereichen und umfasst insgesamt sechzig Fragen, für die jeweils ein Punkt vergeben wird, wobei folgender Aufteilung Rechnung getragen wird:

1° Fach I: Kenntnis der Regelung über das Jagdwesen und die Naturerhaltung: 15 Punkte;

2° Fach II: Kenntnis der Wildarten und der Hege der Wildbestände, der an Land- und Forstwirtschaft durch das Wild zugefügten Schäden, der wildlebenden Vögel und Säugetiere, der Jagdhunde, der Gestaltung und Verwaltung der Jagdgebiete in Verbindung mit der Wildbiologie: 30 Punkte;

3° Fach III: Kenntnis der Jagdwaffen, der Munition, der Sicherheit und der Jagdethik: 15 Punkte.

Das Programm der theoretischen Prüfung pro Fach wird in Anhang II des vorliegenden Erlasses angeführt.

§ 2. In jedem Fach können für die gestellten Fragen Fotos, Zeichnungen oder Abbildungen verwendet werden. Das Fach II umfasst deren wenigstens zehn.

§ 3. Die zuständige Verwaltung legt jedes Jahr die Liste der Fragen fest und sie verfügt alleine darüber.

§ 4. Zwei Sitzungen der theoretischen Prüfung werden im Laufe eines jeden Kalenderjahres organisiert.

Nur die ordnungsgemäß angemeldeten Kandidaten, die bei der ersten Sitzung abwesend sind oder die Prüfung der ersten Sitzung nicht bestehen, oder die am Datum der zweiten Sitzung das Alter von sechzehn Jahren erreicht haben, können an der zweiten Sitzung teilnehmen.

Die zweite Sitzung wird spätestens innerhalb von drei Wochen nach der ersten Sitzung organisiert.“

Art. 7 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "die für die theoretische Prüfung festgelegt sind" durch den Wortlaut "die für jede der beiden Sitzungen der theoretischen Prüfung festgelegt sind" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort "drei" durch das Wort "zwei" ersetzt.

Art. 8 - Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005, wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 14 - Um die theoretische Prüfung zu bestehen:

1° muss der Kandidat wenigstens 60 % der Punkte in den Fächern I und II sowie 70 % der Punkte in dem Fach III erzielen;

2° muss der Kandidat insgesamt wenigstens 66 % der Punkte erzielen.

Für eine richtige Antwort wird ein Punkt vergeben. Eine falsche Antwort oder das Nichtbeantworten einer Frage wird nicht durch Punktabzug geahndet.“

Art. 9 - Artikel 16 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998, wird durch einen Paragrafen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Jede praktische Teilprüfung besteht aus einer Hauptprüfung und einer Nachprüfung. Nur die Kandidaten, die die Hauptprüfung nicht bestanden haben, können an der im selben Jahr organisierten Nachprüfung teilnehmen.“

Art. 10 - Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2017, wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 17 - § 1. Die praktische Prüfung wird von der zuständigen Verwaltung organisiert.

Die zuständige Verwaltung lädt jeden Tag, an dem diese praktische Prüfung stattfindet, mindestens acht Beobachter zur ersten Teilprüfung und wenigstens vier Beobachter zur zweiten Teilprüfung ein, und zwar aus den Listen, die von den innerhalb des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Jagdwesen" vertretenen Jägervereinigungen vorgeschlagen werden.

§ 2. Diese Beobachter werden nicht besoldet.

Sie haben jedoch Anrecht auf die Vergütung der bei der Ausübung ihres Mandats entstehenden Fahrt- und Aufenthaltskosten nach den auf das Personal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie anwendbaren Regeln und Sätzen.“

Art. 11 - Artikel 18 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 2004, wird durch einen Paragrafen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

§ 5. Der Kandidat, der die erste oder die zweite praktische Teilprüfung nicht besteht, wird aufgefordert, in dem Fach, in dem er die erforderliche Punktzahl nicht erzielt hat, an dem für die Nachprüfung vorgesehenen Tag und zur vorgesehenen Uhrzeit, die Prüfung erneut abzulegen. Für die zweite Teilprüfung legt er nur die Serie von Schüssen ab, für die er die Hälfte der Punkte nicht erzielt hat.“

Art. 12 - In Anhang II desselben Erlasses wird für die theoretische Prüfung, Fach II, der zweite Gedankenstrich durch das Folgende ersetzt:

"Erkennen von geschützten oder nicht geschützten einheimischen und invasiven Arten von Säugetieren und Vögeln, die in ihrem natürlichen Lebensraum in der Wallonischen Region wild leben.“

Art. 13 - In Anhang II desselben Erlasses wird für die praktische Prüfung das Fach II durch das Folgende ersetzt:
"Fach II: Handhabung der Waffen bei der Jagdausübung.

Die Prüfung besteht in der Bewertung der Fähigkeit des Kandidaten, eine Jagdwaffe unter den günstigsten Sicherheitsbedingungen zu handhaben und der Beurteilung seiner Verhaltensweise gegenüber Personen und Gütern.

Die technischen Vorschriften legen einerseits eine Jagdstrecke fest, bei der eine Jagdart oder ein Jagdverfahren simuliert wird, und auf der die Kandidaten geprüft werden, und andererseits die besonderen Bedingungen für den Ablauf dieser Strecke.

Entscheidende Faktoren: Überwinden von, Hindernissen, Abschätzung von Entfernungen, Lokalisierung von Gefahren, Reaktionen auf das Wild, Scheinschießen auf Tontauben und auf Silhouettenziele."

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Dezember 2017 in Kraft.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. November 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205912]

9 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de beschikking M(2007)3 van het Comité van Ministers van de Economische Unie der Beneluxlanden van 8 maart 2007 tot opheffing en vervanging van de beschikkingen M (83) 3 van 25 april 1983 en M (99) 10 van 25 oktober 1999 strekkende tot onderlinge erkenning van de jachtexamens;

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, artikel 14, § 2, derde lid, vervangen bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest;

Gelet op het overleg van de Benelux-Staten van 22 augustus 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 september 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 september 2017;

Gelet op het rapport van 18 september 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 62.216/4 van de Raad van State, gegeven op 25 oktober 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Jachtraad, gegeven op 14 november 2016;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest wordt § 2 vervangen als volgt:

"§ 2. Elke kandidaat die het praktische examen aflegt, beschikt over een geldig getuigschrift waaruit blijkt dat hij voor het in het Waalse Gewest georganiseerde theoretische examen geslaagd is."

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "het examen" telkens vervangen door de woorden "de eerste zitting van het theoretische examen".

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 december 1998 en 10 maart 2005, wordt vervangen als volgt:

"Art. 5. Vóór 15 januari van het betrokken jaar vraagt de kandidaat door elk middel dat vaste datum verleent aan de verzending, zijn inschrijving voor het examen aan bij het bevoegde bestuur, aan de hand van het formulier dat verkrijgbaar is:

1^o op eenvoudig verzoek gericht aan het bevoegde bestuur;

2^o op de website van het bevoegde bestuur.

De behoorlijk ingeschreven kandidaten worden hoogstens tien dagen vóór het examen dat ze afleggen, opgeroepen.

Elke persoon die een geldig getuigschrift bezit waaruit blijkt dat hij voor het jachtexamen geslaagd is, mag zich niet meer inschrijven voor dit examen.

Elke persoon die een geldig getuigschrift bezit waaruit blijkt dat hij voor het theoretische examen is geslaagd, mag zich alleen voor het praktische examen inschrijven.”

Een kandidaat die drie jaar na elkaar zakt voor een examen, mag zich pas opnieuw inschrijven vanaf het tweede jaar nadat hij voor de derde keer gezakt is.”

Art. 4. In artikel 8, § 1, eerste lid, 2de streepje, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2017 worden de woorden “gekozen uit een lijst van vier kandidaten die door de “beleidsgroep “Landelijke Aangelegenheden”, afdeling “Jacht” worden voorgedragen ” opgeheven.

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2004 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, derde lid, worden de woorden “vijftien dagen na de datum” vervangen door de woorden “drie dagen na de datum van elke zitting”;

2° in § 1 wordt het vierde lid opgeheven;

3° in § 3 wordt het derde lid opgeheven.

Art. 6. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 12. § 1. Het theoretische examen bestaat uit drie vakken en zestig vragen (één punt per vraag), met name:

1° vak I: kennis van het reglement op de jacht en het natuurbehoud: 15 punten;

2° vak II: kennis van de wildsoorten en van het beheer van hun bevolking, van de door het wild aan de land- en bosbouw aangerichte schade, van de wilde vogels en zoogdieren, van de jachthonden, van de inrichting en het beheer van de jachtgebieden i.v.m. de biologie van het wild: 30 punten;

3° vak III: kennis van de jachtwapens, -munitie, -veiligheid en -ethiek: 15 punten.

Het programma van de vakken van het theoretische examen staat in bijlage II bij dit besluit.

§ 2. Voor elk vak kunnen de gestelde vragen gegrond worden op foto's, schema's of illustraties. Vak II moet minstens tien vragen bevatten.

§ 3. Het bevoegde Bestuur maakt jaarlijks een vragenlijst op die in zijn bezit moet blijven.

§ 4. Twee zittingen van het theoretische examen worden elk kalenderjaar georganiseerd.

Alleen de behoorlijk ingeschreven kandidaten die op de eerste zitting afwezig zijn of die voor deze zitting zakken of die de leeftijd van zestien jaar op de datum van de tweede zitting hebben bereikt, mogen aan de tweede zitting deelnemen.

De tweede zitting wordt uiterlijk binnen drie weken na de eerste zitting georganiseerd.”

Art. 7. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “elke van de twee zittingen van” ingevoegd tussen de woorden “op de dag en het uur die voor” en de woorden “het theoretische examen”;

2° in het tweede lid wordt het woord “drie” vervangen door het woord “twee”.

Art. 8. Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005, wordt vervangen als volgt:

“Art. 14. Om te slagen voor het theoretische examen:

1° moet de kandidaat minstens 60 % van de punten in elk van de vakken I en II en 70 % in vak III behalen;

2° moet het totale resultaat van de kandidaat minstens 66 % van de punten behalen.

Een goed antwoord levert één punt op. Een slecht antwoord of het gebrek aan antwoord wordt niet gestraft.”

Art. 9. Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998, wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt:

“ § 4. Elk praktisch deel bestaat uit een hoofdzitting en een inhaalzitting. Alleen de kandidaten die voor de hoofdzitting gezakt zijn, mogen deelnemen aan de inhaalzitting die tijdens hetzelfde jaar wordt georganiseerd.”

Art. 10. Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2017, wordt vervangen als volgt:

“Art. 17. § 1. Het praktische deel wordt door het bevoegde Bestuur georganiseerd.

Voor elke examendag nodigt het bevoegde Bestuur minstens acht waarnemers tijdens het eerste deel en minstens vier waarnemers tijdens het tweede deel uit onder de lijsten voorgedragen door de verenigingen van jagers vertegenwoordigd binnen de “beleidsgroep “Landelijke Aangelegenheden”, afdeling “Jacht”.

§ 2. De waarnemers worden niet bezoldigd.

Hun reis- en verblijfkosten gemaakt in de uitoefening van hun mandaat worden nochtans terugbetaald volgens de regels en barema's die van kracht zijn voor het personeel van de Waalse Overheidsdienst.”

Art. 11. Artikel 18 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2004, wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt:

“ § 5. De kandidaat die voor het eerste deel of het tweede deel van het praktische examen zakt, wordt uitgenodigd om het vak waarvoor hij gezakt is, op de dag en het uur vastgesteld voor de inhaalzitting opnieuw af te leggen. Voor het tweede deel doet hij alleen de schietproeven over waarvoor hij de helft van de punten niet heeft behaald.”

Art. 12. In bijlage II bij hetzelfde besluit, theoretisch examen, vak II, wordt het tweede streepje vervangen als volgt:

“Herkenning van de beschermde of niet-inheemse en invaderende zoogdieren en vogels die in het Waalse Gewest in het wild leven.”

Art. 13. In bijlage II bij hetzelfde besluit, praktisch examen, wordt vak II vervangen als volgt:

“Vak II : Hantering van wapens in jachtsituatie.

Dit gedeelte evalueert de bekwaamheid van de kandidaat om een jachtwapen in veilige omstandigheden te hanteren, alsmede zijn gedrag t.o.v. personen en goederen.

Het technisch reglement bepaalt de jachttrajecten waarbij een jachtmethode en -procédé worden gesimuleerd, waarop de kandidaten worden getest alsook de bijzondere modaliteiten voor het verloop van deze trajecten.

Sleutelementen: het nemen van hindernissen, het schatten van afstanden, bepalen waar gevaar schuilt, reactie op wild, schietsimulatie op kleiduiven en silhouetten.”

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2017.

Art. 15. De Minister bevoegd voor de jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 9 november 2017.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/14052]

Chef de corps de la police locale. — Désignation

Par arrêté royal du 22 octobre 2017, Monsieur André JAMERS est désigné, pour un terme de cinq ans, au mandat de chef de corps de la police locale de la zone de police HESBAYE.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/14052]

Korpschef van de lokale politie. — Aanwijzing

Bij koninklijk besluit van 22 oktober 2017 wordt de heer André JAMERS aangewezen in het mandaat van korpschef van de lokale politie van de politiezone HESBAYE voor een termijn van vijf jaar.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/205467]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 22 octobre 2017, démission honorable de ses fonctions de conseiller social effectif au titre de travailleur employé à la Cour du travail de Liège est accordée, à Monsieur KEMPENEERS Pierre à la fin du mois de décembre 2017, au cours duquel il atteindra la limite d'âge.

L'intéressé est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/205467]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 22 oktober 2017, wordt aan de heer KEMPENEERS Pierre op het einde van de maand december 2017, in de loop van dewelke hij de leeftijdsgrens zal bereiken, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-bediende bij het Arbeidshof van Luik.

Belanghebbende wordt ertoe gemachtigd de eretitel van het ambt te voeren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/205484]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 2 novembre 2017, démission honorable de ses fonctions de conseiller social effectif au titre de travailleur employé à la Cour du travail de Bruxelles est accordée, à Monsieur CHARLIER Serge à la fin du mois de novembre 2017, au cours duquel il atteindra la limite d'âge.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/205484]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 2 november 2017, wordt aan de heer CHARLIER Serge op het einde van de maand november 2017, in de loop van dewelke hij de leeftijdsgrens zal bereiken, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-bediende bij het Arbeidshof van Brussel.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

[C - 2017/31377]

15 OCTOBRE 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 juin 2015 portant nomination des membres et du président de la Commission de planification de l'offre médicale

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015, l'article 91, § 4;

Vu l'arrêté royal du 2 juillet 1996 fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement de la Commission de planification-offre médicale, modifié par l'arrêté royal du 3 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 2015 portant nomination des membres et du président de la Commission de planification de l'offre médicale, modifié par les arrêtés royaux du 19 avril 2016, 24 janvier 2017 et 27 mars 2017;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

[C - 2017/31377]

15 OKTOBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juni 2015 houdende de benoeming van de leden en van de voorzitter van de Planningscommissie-medisch aanbod

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015, artikel 91, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juli 1996 tot vaststelling van de regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van de Planningscommissie-medisch aanbod, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 2015 houdende de benoeming van de leden en van de voorzitter van de Planningscommissie-medisch aanbod, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 april 2016, 24 januari 2017 en 27 maart 2017;